



# OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

---

---

## LA TURQUIE SOUS LE FEU DES CRITIQUES INTERNATIONALES

LE POINT DE VUE DE DIDIER BILLION, DIRECTEUR ADJOINT DE L'IRIS

28 OCTOBRE 2014

---

## LA TURQUIE SOUS LE FEU DES CRITIQUES INTERNATIONALES

PAR **Didier BILLION** / Directeur adjoint de l'IRIS

Depuis plusieurs semaines, la Turquie est vilipendée par de nombreux médias occidentaux pour son « double » ou « triple jeu » à l'égard de l'Organisation de l'Etat islamique (OEI) et des combats qui se poursuivent autour de Kobané depuis la mi-septembre. La Turquie est ainsi sommée d'organiser une opération terrestre pour sauver la ville alors que, dans le même temps, aucun des membres de l'hétéroclite coalition anti-djihadiste ne veut mettre en œuvre une telle action. Une nouvelle fois, l'incapacité des acteurs régionaux et internationaux à se doter d'objectifs de long terme les enferme dans leurs contradictions et les contraint à réagir au coup-par-coup. Le défi pour la Turquie n'est pas tant qu'elle joue un hypothétique double ou triple jeu ; elle est prise dans le piège de la gestion du dossier syrien dans lequel elle s'est enfermée depuis maintenant plus de trois ans.

En effet, depuis l'été 2011, Ankara n'a de cesse que d'œuvrer à la chute du régime de Bachar Al-Assad. Pour ce faire, il a développé une politique de soutien inconditionnel aux multiples groupes de rebelles et d'insurgés syriens et, pour le moins, a fait preuve d'une réelle complaisance à l'égard des groupes islamistes les plus radicaux – le Front Al-Nosra et l'OEI notamment – qui se sont imposés au sein de ladite insurrection.

Que de fois n'a-t-on entendu, par ailleurs, les responsables de Parti de la justice et du développement (AKP) affirmer que le régime de Bachar al-Assad allait tomber dans de très brefs délais. Totale erreur de perspective, induite par l'incapacité à comprendre la réalité de la société syrienne et à analyser les véritables rapports de force en son sein.

Mais ces erreurs d'appréciation, et les choix politiques erronés qui en découlent, sont exactement les mêmes que celles commises par les puissances occidentales et la plupart des États arabes.

La grande différence entre la Turquie et les autres États concernés est que le piège de cette politique désastreuse se referme avec d'autant plus de violence qu'elle se trouve sur la ligne de front et possède des centaines de kilomètres de frontières communes avec la Syrie.

Mais quelle est la crédibilité des puissances de la coalition qui se permettent de faire la morale à Ankara, alors qu'elles ont elles-mêmes contribué à mettre en œuvre une politique qui conduit à un désastre ?

Même s'il faut résister aux raisonnements binaires et la "disneyworldisation" du monde, les bons d'un côté, les méchants de l'autre, la politique mise en œuvre par le régime syrien est, bien sûr, condamnable par sa brutalité et son manque de discernement.

Rappelons toutefois l'excellence des relations personnelles et politiques qu'entretenaient Recep Tayyip Erdogan avec Bachar Al-Assad, ou encore la présence de ce dernier, invité par Nicolas Sarkozy, dans la tribune d'honneur sur les Champs-Élysées parisiens lors du traditionnel défilé militaire de la fête nationale, le 14 juillet 2008.

Décidément, les faits montrent une nouvelle fois qu'il est vain de prétendre construire une politique en cédant aux émotions, d'autant que ces dernières sont en réalité souvent sélectives. La politique d'un État ne peut se construire sur des coups médiatiques, et il faut une vision de long terme pour promouvoir et défendre fermement ses intérêts nationaux.

De ce point de vue, il est impératif que toute intervention militaire organisée contre l'OEI soit encadrée par une claire résolution votée par l'Organisation des Nations unies (ONU). Or, la déclaration adoptée par le Conseil de sécurité le 19 septembre dernier ne l'est pas.

Il convient, en outre, que tous les États de la région soient mobilisés. Il est donc irresponsable de repousser une active coopération avec la République islamique d'Iran, qui reste l'un des acteurs régional majeur et possède donc une partie de la solution.

De la même façon, des contacts avec le régime syrien, quelles que soient les préventions que l'on puisse avoir à son égard, s'avèrent nécessaires.

Ce sont les peuples et les États de la région qui doivent affronter l'OEI, ladite communauté internationale ne devant intervenir qu'en appui, sur la base, répétons-le, d'une résolution

des Nations unies et à la demande du gouvernement d'union nationale irakien. Pour combattre efficacement l'OEI, dont la matrice se trouve en Irak, il est aussi urgent d'affirmer l'autorité du gouvernement d'union de Bagdad, dans le respect des droits et devoirs de toutes les composantes de la société irakienne.

C'est à ces conditions que la Turquie pourra jouer tout son rôle et se dégager de la nasse dans laquelle elle s'est fourvoyée.

La tâche est terriblement difficile, puisque déterminée par un second paramètre essentiel : la question kurde. Sur ce dossier aussi, les raccourcis développés dans les médias sont confondants. La Turquie est fréquemment présentée comme organisant une politique antikurde. Cette appréciation ne correspond pourtant pas à la complexité de la réalité.

Il n'y a pas une position turque anthropologiquement antikurde. Ainsi, on peut constater, depuis de nombreuses années, d'étroites coopérations, économique, politique, culturelle entre Ankara et la Région autonome du Kurdistan d'Irak. À ses débuts, l'autonomisation progressive des Kurdes d'Irak fut, certes, très mal perçue, mais depuis 2005-2006, Ankara est devenue le principal partenaire commercial de cette entité kurde. 70% des importations irakiennes de produits turcs sont notamment le fait de la province kurde, où de plus en plus d'entreprises turques investissent.

A contrario, il est évident que les autorités turques voient d'un œil inquiet l'incontestable montée en puissance du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et de sa projection syrienne, le Parti de l'union démocratique (PYD). Rappelons que le PKK est en guerre contre l'État turc depuis 1984 et que ce conflit a probablement fait plus de 45.000 morts. Les exigences des puissances occidentales auprès d'Ankara pour qu'il apporte un soutien aux combattants du PKK, organisation toujours classée dans la liste des organisations terroristes pas les mêmes puissances occidentales, ne sont pas recevables par la Turquie.

C'est pourquoi il ne s'agit ni de double ou de triple jeu, mais de la crainte de voir une entité autonome kurde dirigée par les épigones du PKK se cristalliser dans le Nord de la Syrie.

Sur ce dossier aussi, c'est par l'initiative politique que cette délicate situation pourra se débloquer. Un processus de négociation avec le PKK a été initié par les autorités turques il y

a maintenant plus de deux ans. Pour de multiples raisons, il n'a pas, à ce jour, été mené à son terme. Il n'y a probablement rien de plus urgent que de le réactiver pour qu'un compromis politique puisse être mis en œuvre entre les autorités politiques d'Ankara et le PKK. C'est à cette condition que la question kurde, le plus important défi politique actuel de la Turquie, pourra enfin prendre la voie d'un règlement acceptable par les différentes parties.

Les critiques émises à l'encontre de la Turquie sont souvent partielles et injustifiées et empêchent de pointer les véritables causes des difficultés actuelles que traverse le pays.

Plutôt que de faire la morale à Ankara, les puissances occidentales seraient bien inspirées d'essayer de comprendre la vision qu'ont les Turcs de leur environnement géopolitique, car ils ont continueront à y exercer une forte influence après la résolution de la crise actuelle. ■

## LA TURQUIE SOUS LE FEU DES CRITIQUES INTERNATIONALES

PAR **Didier BILLION** / Directeur adjoint de l'IRIS

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE / 28 OCTOBRE 2014

*Article également paru sur [Affaires-strategiques.info](http://Affaires-strategiques.info), le 21 octobre 2014*

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)

[www.affaires-strategiques.info](http://www.affaires-strategiques.info)